

“Charles Michel a bien la carrure d’un Premier ministre”

Bio express

Pieter Timmermans dirige la Fédération des entreprises de Belgique depuis 2012. Formé initialement à la KUL (Katholieke Universiteit Leuven) comme ingénieur commercial, il est aussi passé par Stanford. Il a débuté sa carrière comme assistant en économie à la KUL. Il sera également conseiller d’Herman Van Rompuy (CD&V) lorsque ce dernier était vice-Premier ministre et ministre du Budget. Sa sagesse politique avait alors marqué le futur patron des patrons belges.

Entretien Frédéric Chardon

La tension au fédéral a atteint un nouveau sommet dimanche soir. La N-VA se retirera de la majorité si le dossier soudanais amène à la démission de Theo Francken. Pieter Timmermans, l’administrateur-délégué de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), s’inquiète de ce vent d’instabilité politique qui souffle à nouveau sur le gouvernement Michel.

Un appel solennel au monde politique l’invite à rester raisonnable, ce n’est pas banal de la part des patrons.

Le week-end, j’avais senti la surenchère monter. A la fin de cette séquence, Bart De Wever a menacé de faire tomber le gouvernement. Mais veut-il vraiment faire ça alors que l’on évolue vers une croissance économique de 2% ? C’est le chiffre le plus élevé de ces dernières années ! Il y a plus d’emplois, il y a plus de pouvoir d’achat, et voilà que l’on crée une crise politique... Quel serait l’impact d’une chute du gouvernement maintenant ? Les médias internationaux vont tartiner sur la crise politique en Belgique, se demander si la Belgique est encore une terre d’investissement...

D’un autre côté, l’essentiel a été accompli : tax shift, baisse de l’impôt des sociétés...

Il y a encore beaucoup de choses à réaliser dans cette législature : régler les pénuries sur le marché du travail, les questions de mobilité, boucler le pacte énergétique, le pacte d’investissement... Voilà quatre très grands chantiers. Ce n’est pas le mo-

■ Pieter Timmermans, le dirigeant de la FEB, appelle les partenaires flamands de la majorité à la retenue.

■ Il ne faut pas tout gâcher alors que beaucoup reste à faire, selon lui.

■ Il tresse des lauriers au Premier ministre.

ment de faire tomber le gouvernement. Charles Michel a mis les points sur les “i” : il a dit qu’il resterait Premier ministre jusqu’à la fin de la législature. C’est un signal qui a été apprécié par les entreprises.

La menace qui plane sur le fédéral, ce n’est pas Charles Michel mais le “kibbelkabinet”, les disputes incessantes entre les partis flamands de la majorité... Quel est votre message à la N-VA, au CD&V et à l’Open VLD ?

Un seul message : regardez ce que vous avez accompli ensemble pendant trois ans. Le bilan est positif, il faut continuer jusqu’au bout. Plus d’emplois, moins de chômage, renforcement du tissu économique, une meilleure compétitivité, de meilleures exportations... Et, du coup, les recettes de l’Etat augmentent. Ne gaspillons pas tout cela. Construire prend du temps. Détruire, ça va toujours très vite. Le gouvernement voulait d’abord faire croître le gâteau avant de le répartir. C’est fait. Dans les gouvernements précédents, ces vingt dernières années, c’était souvent l’inverse : on répartissait le gâteau avant de le faire grandir.

Tout cela malgré les querelles incessantes du CD&V et de la N-VA qui ralentissent le processus décisionnel gouvernemental...

Je suis à la FEB depuis 20 ans et, avant cela, j’ai passé 5 ans dans un cabinet ministériel (pour le CD&V Herman Van Rompuy, de 1993 à 1998). Et je peux vous dire qu’en 25 ans, je n’ai jamais connu de tranquillité politique au fédéral. En outre, ce qui a changé depuis lors, c’est la communication et les médias autour. Au début des années 90, Jean-Luc

Dehaene réunissait tout le monde dans un château, personne ne parlait à la presse et puis les négociateurs allaient au 16, rue de la loi et il y avait une conférence de presse. Aujourd'hui, les interviews et les commentaires "online" sont livrés avant même que le conseil des ministres ne commence! Arrêtons de communiquer constamment sur tout, la population apprécierait... Un de mes maîtres à penser dans le monde politique, Herman Van Rompuy, dit qu'il faut toujours prendre un mètre de distance pour réfléchir à une situation avant d'y réagir.

Pourquoi, au fédéral, tout est aussi problématique ?

Car on y discute de choses qui impactent directement la vie des citoyens. On y discute du salaire des gens, des impôts, des piliers de pension, du budget mobilité... C'est pour cela qu'il y a autant d'énervement. Ce sont des sujets hyper sensibles. C'est nor-

mal qu'il y ait des clashes.

Charles Michel a été critiqué dans l'affaire Francken. Certains lui reprochent un manque de leadership face à la N-VA. A-t-il l'étoffe d'un Premier ministre ?

Oui, il en a bien la carrure. C'est très clair. La vie du Premier ministre aujourd'hui est dix fois plus compliquée que ce qu'a connu Jean-Luc Dehaene par exemple. Jean-Luc Dehaene a pu gouverner avec des coalitions symétriques : les mêmes partis, les mêmes familles politiques, se retrouvaient partout dans les gouvernements. Le MR, en outre, est le seul parti du côté francophone. Charles Michel a pris un risque en se lançant dans cette coalition, un risque courageux. Et le résultat est là. Il a fait des promesses sur le plan économique et on ne peut pas dire qu'il a raté cela, même si la conjoncture y a contribué.

“La réforme de l'Isoc est très avantageuse, surtout pour la Wallonie”

Venons-en aux dossiers concrets. Au dernier moment, l'Union des classes moyennes (UCM) a fortement critiqué la réforme de l'impôt des sociétés (Isoc) votée fin 2017. Le système désavantagerait les PME francophones. Juste ?

J'ai été très surpris par la sortie de l'UCM car tout avait été négocié en été. Au niveau des employeurs, tout avait été débattu en interne, on avait préparé le terrain, on avait expliqué qu'il y avait des mesures compensatoires à la baisse du taux. On a toujours dit que l'on ne peut pas avoir le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la crémière. L'impôt pour les PME passe de 34 à 20 % avec un système beaucoup plus facile à appliquer ! J'ai donc été très étonné que, tout à la fin du processus, sur un petit détail de la réforme, l'UCM s'opposait à la réforme dans son ensemble. Cette réforme est tout de même très avantageuse, surtout pour la Wallonie et le redressement de son économie. J'en suis convaincu, mais il faut donner le temps au temps.

La taxe sur les comptes-titres et la défiscalisation de 500 euros par mois pour des petits jobs, qui faisaient partie du grand deal de l'été qui a abouti à la réforme de l'Isoc, ont été reportées. Ces mesures sont fortement critiquées. Faut-il profiter de l'occasion pour les faire passer à la trappe ?

Si finalement ces mesures ne passent pas, on ne va pas pleurer... Dès le début, on a dit qu'on était très très très hésitants sur la taxe sur les comptes-titres. Je me pose vraiment des questions sur la mise en œuvre concrète de cette mesure. Par rapport aux 500 euros, on s'est exprimé et les partenaires sociaux sont d'accord : l'idée n'est pas mauvaise en soi mais elle pourrait créer une

concurrence déloyale vis-à-vis des entreprises qui présentent des services dans des conditions normales - un jardinier professionnel, par exemple - face à de simples particuliers qui feraient la même chose mais en étant exonérés d'impôt. J'espère que le gouvernement fera quelque chose à ce sujet. Je sais aussi que ces deux mesures font partie d'un grand compromis politique et qu'il faut respecter la parole donnée. Si ces mesures sont adaptées dans le bon sens, je n'ai aucun problème.

Au sujet du pacte énergétique et de la sortie du nucléaire, Bart De Wever a fait volte-face et veut reporter cette question à un prochain gouvernement. Par contre, Gwendolyn Rutten (présidente de l'Open VLD) veut faire aboutir ce dossier cette année. C'est la FEB qui avait initialement réclamé le maintien de deux réacteurs après 2025. Le "coup" de la N-VA vous satisfait-il ?

Je ne parlerais pas de "satisfaction". Nous sommes d'accord pour un pacte dès 2018 mais alors pour un bon pacte qui rassure les chefs d'entreprises, évite les black-out en 2025, et donne une sécurité d'approvisionnement à un prix abordable. Pour le moment, c'est comme si on sautait d'un avion sans parachute en croyant qu'on en trouvera un pendant qu'on tombe... Dans le pacte énergétique initial, il n'y avait pas de chiffres, pas de simulation, pas de scénarios. Juste des bonnes intentions, des idées. Il faut maintenant objectiver et chiffrer ce pacte. Par rapport au report du pacte énergétique à 2019 demandé par De Wever, c'est aux spécialistes à déterminer le temps nécessaire pour fermer les centrales. Il faut cinq ans pour éteindre un réacteur, ce n'est pas comme pousser sur un interrupteur...